

**Secondes Rencontres Internationales
CIDEGEF/Ville – Management
Université de Douala
en collaboration avec la Ville de Douala
les 20, 21 et 22 novembre 2006**

Intervention du Professeur Moncef BEN SLIMANE
Président de l'APERAU internationale

Mesdames, Mesdemoiselles, Messieurs,

Permettez-moi d'abord de vous remercier pour l'invitation de notre réseau l'APERAU internationale et de ses chercheurs à ces « Secondes rencontres internationales CIDEGEF/ville management ». Merci également pour l'occasion que vous me donnez de parler de la question démocratique dans ses rapports avec l'aménagement de la ville.

Sans doute, dans l'assistance certains penseront : encore un colloque sur la ville et démocratie, encore des universitaires qui défilent au chevet du grand malade de ce début du 21^{ème} de siècle : l'urbain ; avec leurs conférences, leurs diagnostics et leurs remèdes-miracles.

Une pensée qui est en partie vraie, car tout discours universitaire sacrifie une part de son sens, de sa pertinence à la rhétorique

Mais c'est en grande partie faux, car débattre de la ville et de son futur, c'est le signe que nous avons toujours l'espoir que notre horizon urbain ne dérive pas inexorablement vers les ghettos ethniques et sociaux, vers les non-lieux, vers la précarisation des périphéries urbaines... Et c'est il me semble important pour ceux qui ont la responsabilité de former les futurs aménageurs et gestionnaires de la ville.

Au sein de l'APERAU, il y a comme un désir d'en savoir plus sur les recherches des collègues qui se sont penchés sur la ville et son fonctionnement social, culturel, économique... Mais c'est un désir qui est souvent fait d'un mélange singulier de curiosité intellectuelle et d'inquiétude existentielle.

Pourquoi ce sentiment ? Pourquoi cette posture intellectuelle ?

Peut-être parce que près d'un demi-siècle d'expériences en matière de planification urbaine nous lègue peu de certitudes sur les politiques efficaces.

Peut-être aussi parce que "la fin des idéologies" s'accompagne de l'obsolescence de la pensée urbanistique et de ses instruments opérationnels, de notre savoir et surtout de notre savoir-faire sur la ville.

En effet, les héritiers de Yalta, à l'Est comme à l'Ouest, ont longtemps cru qu'ils avaient trouvé la solution : des cités Radieuses qui vont fleurir au sein du paysage urbain d'une Europe à reconstruire.

De l'autre côté de la Méditerranée, les héritiers de Bandoeng rêvaient d'effacer les traces de l'occupant d'hier, rêvaient de phagocyter bidonvilles et gourbivilles par des villes nouvelles, des cités sociales, confortables, propres et modernes.

Ceux qui vécu les post-indépendances, se souviennent encore des années 60 et 70 vécues au rythme des fanfares, des inaugurations et des cérémonies de remise des clés aux candidats à l'habitat social. Les clés du bonheur pour « les damnés de la terre » de Fanon. Tout a été prévu pour que la politique du logement et de la ville réussisse à être le meilleur relais de la politique du développement global.

Personne n'aurait pu soupçonner, à l'époque, que les villes nouvelles des uns, et des autres, allaient ranger leur accoutrement dans les placards de l'idéologie - de la mythologie aurait dit R. Barthes - pour se décliner désormais dans des vocables tels que « cités dortoirs », « cages à lapins », « bab el oued », « Formose »,... et j'en oublie.

Au fil des crises et des émeutes, on se rendit à l'évidence que la politique de la ville menée par les nouvelles élites dirigeantes... pourtant généreuse en hygiène, confort, lumière, soleil, commerces et écoles ; cette politique pouvait parfois cacher dans les replis de ses plans d'aménagement, et de ses idéaux de justice et d'égalité, une programmation froide et technobureaucratique de la relégation et de l'enfermement. Une programmation qui est souvent le résultat d'un enseignement anachronique et d'une planification urbaine mimétique.

On assista donc à une perversion du sens de l'urbanité. Et les Barres, les grands-ensembles, les Banlieues se transformèrent en des espaces où la métaphore carcérale, le « surveiller et punir » de Foucault qualifient fort bien le sort qui leur a été réservé par la politique de la ville.

Très vite, les décalages entre la ville programmée et la ville vécue vont chasser l'aspiration à l'Universel républicain démocratique moderne pour permettre au communautaire et au religieux de revenir au galop.

Au sein de l'APERAU, enseignants et chercheurs du nord comme du sud savent qu'en matière de maîtrise et de gestion de l'urbain, la vigilance scientifique et culturelle est de rigueur ; car toute manipulation des espaces est, en dernière instance, une manipulation des hommes et de leurs croyances.

A présent, que l'on fait nos premiers pas dans, ce qui est convenu d'appeler, l'ère de la mondialisation. Nous sommes un peu inquiets et un peu envoûtés à la fois.

Envoûtés par cette explosion extraordinaire de richesses et de moyens que l'époque met à notre disposition.

Mais inquiets aussi devant l'extrême fragilité des villes, des hommes et du temps.

Evidemment, cette mutation inouïe met à l'épreuve nos manières de faire la ville et de penser le citoyen. Nous ne savons pas encore comment faire et quoi penser, mais nous savons que nous avons beaucoup à entendre de ce qui n'a pas encore été entendu, beaucoup à voir de ce qui n'a pas été vu.

Cette rencontre de Douala n'est donc pas la rencontre de trop, mais une occasion pour rappeler que la ville est depuis toujours le lieu de production démocratique du lien civil et depuis toujours elle a dû affronter l'écueil de la ghettoïsation sous tous ses formes. La ville est monde, la ville est République.

La ville est un monde, encore aujourd'hui menacé par le communautarisme, d'une part et la dysnéelisation d'autre part.

Aussi, pour trouver une solution possible aux problèmes de la ville, il faut aller au cœur de la problématique actuelle, décortiquer le rapport démocratie et ville et c'est là une des tâches que cette collaboration scientifique entre CIDEGEF et APERAU devra, à mon sens, mener à bien.

Car cette mondialisation, pour ce qui concerne notre domaine de préoccupation, a souvent pour corollaire la fragmentation sociale et la fragmentation urbaine. Une double « fracture » qui se diversifie et dont personne n'est plus à l'abri.

Il y a donc là une urgence, un nouveau message à faire passer : donner droit de cité au « droit à la ville ». Un « droit à la ville » qui devrait avoir la prééminence sur le droit de propriété, sur la spéculation immobilière, sur les lenteurs administratives et politiques, sur la corruption...

Egalité donc des droits dans le droit à la ville. Le droit à la ville, c'est d'abord l'accès à la consommation collective, aux services urbains, aux infrastructures et aux équipements. L'égalité des droits implique que la gestion de la ville soient définies par la population et tous les autres acteurs urbains sans oublier la spécificité des contextes nationaux et locaux.

C'est pour cette raison que depuis qu'elle est devenue internationale, l'APERAU s'attelle à croiser le Nord et le Sud sur le plan de la recherche et de l'action en matière d'urbanisme et d'aménagement pour mieux comprendre ce que chaque situation nationale

peut avoir de particulier. Ceci nous permet aussi d'aborder une question fondamentalement nouvelle, celle de la signification de la transition démocratique et de la ville à venir dans l'amorce de la société mondiale.

Autrement dit, on devrait probablement aboutir à une reformulation des termes de la problématique, c'est à dire à repenser l'articulation entre politique de la ville et développement de la démocratie, cette dernière étant prise dans son sens global et large.

Effectivement, on constate depuis une décennie au moins à une réorientation dans l'approche de la ville, une prise de conscience par les pouvoirs publics, les institutions internationales et les réseaux scientifiques que dans le traitement de l'urbain la gestion démocratique et le développement local doivent occuper une position centrale.

Les secondes rencontres internationales Ville/Management de Douala, avec ce choix affirmé d'un angle d'attaque transdisciplinaire de la question de la ville et du développement local, avec également la contribution d'acteurs divers : universitaires, acteurs du terrain, professionnels, associatifs, organismes publics et privés...Ces secondes rencontres vont certainement enrichir le débat et ouvrir des perspectives à nos réalités urbaines qui en ont bien besoin. L'APERAU y apporte sa modeste contribution et est toujours prête à plus d'effort. Elle est convaincue que Douala est déjà une réussite, mais c'est juste un jalon sur le chemin d'autres collaborations qui verront certainement le jour dans cet espace de la francophonie que nous avons voulu également espace de réflexion et d'initiative pour la construction de la citoyenneté, de la diversité et de la ville démocratique et ceci grâce au soutien de l'AUF sans qui rien n'aurait pu se faire.

Je termine en remerciant tous ceux qui ont contribué à l'organisation de ces rencontres avec une citation sans particulière du Professeur R. LEDUFF, secrétaire général de la CIDEGEF, qui a été le moteur et l'axe central de cette initiative, sans oublier nos hôtes camerounais qui nous ont si bien accueilli et aidé.